L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

CHU Bicêtre

Mercredi 16 novembre 2022

Français, immigrés, avec ou sans papiers, une seule classe des travailleurs

L'Ocean Viking a finalement pu débarquer ses 230 passagers jeudi dernier à Toulon, mais leur calvaire est loin d'être terminé. Après plusieurs semaines d'errance faute d'obtenir une autorisation d'accoster, les naufragés, dont bon nombre sont dans un état de santé dégradé, ont été enfermés, gardés par l'armée, dans une prison à ciel ouvert. Les deux tiers d'entre eux seront envoyés dans d'autres pays d'Europe. Quant à ceux qui resteront, ils seront soumis aux interrogatoires de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés) qui risque fort d'aboutir à l'expulsion d'une partie d'entre eux, jugés « non-régularisables ».

Une hécatombe qui continue

Comble de cynisme, le gouvernement français a annoncé qu'il annulait l'accueil prévu de 3 500 réfugiés d'ici 2023… qui sont actuellement en Italie, prétendument pour « punir » ce pays. Ainsi, le « républicain » Macron et la « post-fasciste » Meloni déploient leur démagogie raciste et règlent leurs querelles diplomatiques avec la peau des autres, au sens littéral. Depuis 2014, plus de 25 000 migrants sont morts noyés en Méditerranée, dont 1 900 cette année. C'est un massacre orchestré, dont sont responsables tous les gouvernements de l'Union européenne, quelle que soit leur couleur politique, et complices tous les politiciens qui spéculent sur le racisme et un prétendu « problème de l'immigration ».

Une nouvelle loi anti-immigrés…

Dans le même temps, le gouvernement prépare une nouvelle loi contre l'immigration, aggravant les précédentes, en désignant les étrangers comme boucs émissaires et les accusant d'être responsables des crimes et délits, exploitant pour cela le meurtre atroce de la petite Lola, sous prétexte que la coupable était visée par une mesure d'expulsion. La principale mesure de ce texte est d'inscrire les obligations de quitter le territoire (OQTF) au fichier des personnes recherchées, ainsi que diverses mesures juridiques permettant de faciliter et d'accélérer les expulsions. On y trouve également la possibilité d'expulser des personnes arrivées en France avant l'âge de 13 ans. De quoi rendre la vie des immigrés encore un peu plus infernale. Emporté par sa démagogie et son empressement à courir après l'extrême droite, le ministre de l'Intérieur, Darmanin, va même jusqu'à annoncer des mesures… qui existent déjà, comme la connaissance du français. Pour les durcir. Et pourquoi pas un doctorat en lettres ou une agrégation de grammaire pendant qu'ils y sont ?

… pour mettre les immigrés à la merci des patrons

En même temps, Darmanin reprend et actualise la politique pro-Medef « d'immigration choisie » mise en place en 2007 par Sarkozy, en mettant à jour la liste des « métiers en tension », prévoyant de pourvoir d'un titre de séjour provisoire et renouvelable chaque année les travailleurs et travailleuses exploités dans des boulots, le plus souvent extrêmement durs et mal payés, où leur présence est indispensable. Il ne s'agirait pas que la course à l'échalote avec le Rassemblement national et la chasse aux migrants perturbe le moins du monde les affaires des patrons !

Pour l'unité du monde du travail

Car plus les travailleurs immigrés sont en situation précaire, sans papiers ou avec des titres de séjour à la tête du client et à durée extrêmement limitée, plus le patronat peut disposer d'une main-d'œuvre corvéable à merci, obligée d'accepter des salaires misérables et des conditions de travail éprouvantes. Cela pèse sur l'ensemble des salariés, tirant les salaires et les conditions de travail, pour tous les travailleurs, vers le bas. Les patrons jouent sur les divisions pour nous attaquer tous. Notre intérêt de travailleurs est d'être le plus unis possible, de bénéficier des mêmes droits et de nous battre ensemble. Et donc de lutter pour la fin de toutes les divisions et discriminations :

« Des papiers pour tous ! »

« Liberté de circulation et d'installation ! »

Bienvenue

Pour tenter de recruter des infirmières, l'AP-HP fait le portrait, sur Internet, de certaines qui viennent d'être embauchées en leur souhaitant la bienvenue. Nous aussi, nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux collègues dont **J.** qui vient d'être affectée dans un service de Bicêtre. Du personnel en plus, c'est bien. Nous souhaitons qu'elle s'intègre à l'équipe et à tous ceux qui luttent pour de meilleures salaires et de bonnes conditions de travail. Cette lutte est la meilleure garantie pour que les collègues restent !

La grève des internes continue

Les internes sont appelés à une nouvelle journée de mobilisation le 17 novembre 2022. La raison ? Pour faire mine de remédier aux déserts médicaux, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'obliger les internes à faire une année supplémentaire d'internat pour exercer seuls dans les campagnes. Résultat : pas encore médecins et encore sous-payés.

Ils se mobilisent aussi contre leurs conditions de travail exécrables. Ils travaillent en moyenne plus de 48h par semaine, enchaînent parfois plusieurs semaines sans jours de congés sans que cela gêne la direction. Mais quand ils font grève, là elle se rend compte qu'ils sont essentiels à l'hôpital ! Alors comme pour les cheminots ou les raffineurs, on cherche à les culpabiliser comme le montrent les lettres de certains chefs de service qui parlent de « prises d'otages ».

Pour notre part nous apportons tout notre soutien aux internes en grève et invitons l'ensemble des collègues à se mobilier à leur tour.



La recette

Le gouvernement comme la direction de l'AP-HP sont en guerre contre les infirmières intérimaires qualifiées de « mercenaires ».

Une enquête faite auprès de 1000 infirmières intérimaires (81 % d' entre elles avaient auparavant travaillé à temps plein dans un établissement de santé) révèle que la rémunération n'arrive qu'en 3ème position dans le choix d'être en intérim. La motivation de l'intérim : « les impératifs de planning » et « l'organisation du service ou de l'établissement ». Sont cités par nos collègues : l'alternance jour/nuit et les rappels sur les jours de repos !

Améliorez les conditions de travail et de salaires, voilà la recette

# # # # # #

Le Conseil Consultatif National d'Éthique vient de rendre un avis qui va dans le même sens et que résume le journal « le Monde » : remettre le respect et l'écoute au cœur du soin, valoriser les métiers paramédicaux

Royaume-Uni :
Vers une grève nationale des soignants

300 000 membres du principal syndicat infirmier britannique ont voté pour une mobilisation nationale pour les salaires. La grève pourrait être décidée prochainement. Le syndicat demande une augmentation de salaire supérieure de 5 % à l'inflation qui se monte à 10 % au Royaume-Uni. Rejoignant les grèves récentes et actuelles pour les salaires dans le rail, les routiers, les ports, le métro et d'autres secteurs, les soignants ont choisi la seule voie pour défendre leur niveau de vie : la grève. Un exemple à suivre

La misère et la maladie tuent au Liban

Pour la première fois depuis 1993, le choléra est réapparu au Liban. Déjà 18 morts et 400 nouveaux cas recensés. Cette épidémie a une cause : la consommation d'eau sale. Une raison : la pauvreté. La pauvreté des populations qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'eau en bouteille. La pauvreté du pays où le réseau d'eau potable comme certaines rivières sont pollués. Une catastrophe sanitaire due aux politiques des gouvernements successifs : au Liban, comme ailleurs, si les pauvres meurent, c'est parce que des riches se sont bien enrichis !